

Questions orales

L'ACCROISSEMENT DES DÉFICITS—LES STIMULANTS À L'ÉCONOMIE ENVISAGÉS PAR LE GOUVERNEMENT

M. Lincoln M. Alexander (Hamilton-Ouest): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question supplémentaire au ministre des Finances. Le document que le ministre a déposé récemment indique qu'il a l'intention de demander au gouvernement de continuer à restreindre ses dépenses à tous les niveaux. Par ailleurs il dit que les déficits gouvernementaux continueront d'être un puissant stimulant pour l'économie jusqu'en 1981. Les deux choses me semblent inconciliables. Le ministre peut-il nous expliquer comment les gouvernements, y compris celui-ci, comptent pouvoir fonctionner avec un déficit accru, non seulement sur leurs programmes, mais également sur les rentrées fiscales?

L'hon. Jean Chrétien (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, hélas je regrette, mais j'étais en discussion avec un député de l'autre côté de la Chambre qui venait de me poser une question. Le député aurait-il donc l'amabilité de répéter la sienne?

M. Alexander: Ma question est simple. Le document déposé les jours derniers par le ministre demande au gouvernement de continuer à restreindre ses dépenses à tous les niveaux. Par ailleurs, il dit que les déficits gouvernementaux devraient continuer à jouer le rôle de puissant stimulant pour l'économie jusqu'en 1981. Comment des gouvernements, y compris celui-ci, pourraient-ils financer des déficits accrus, s'ils diminuent leurs dépenses et probablement leurs rentrées fiscales.

M. Chrétien: Monsieur l'Orateur, nous avons dit que nous avions déjà un important déficit et que nous n'envisageons pas de l'augmenter cette année. J'ai déjà dit que nous allions avoir un problème particulier l'année prochaine parce que nous allons devoir payer des intérêts sur certaines obligations émises en 1969. Nous aurons donc besoin de plus de provisions de caisse l'année prochaine. Mais nous essayons de faire en sorte que l'augmentation de nos dépenses ne dépasse pas celle du produit national brut. Tous les députés à la Chambre devraient savoir que nous avons réussi à atteindre cet objectif depuis deux ans et que nous en ferons autant l'année prochaine.

M. Alexander: Une dernière question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Il me semble que les provinces s'inquiètent beaucoup de voir leurs déficits s'accroître car cela aura des répercussions sur les taux préférentiels dont elles jouissent sur les marchés monétaires américains. Comment le ministre compte-t-il leur faire accepter cet état de choses, puisqu'elles ne seront vraisemblablement pas d'accord?

M. Chrétien: Monsieur l'Orateur, nous avons étudié cette question avec les provinces. Je crois qu'elles ont moins besoin de liquidités que le gouvernement fédéral, toutes proportions gardées. Je suis très heureux de voir que le député se préoccupe de l'importance du déficit, car son chef nous proposait hier de l'accroître de 2 milliards de dollars.

M. Clark: Une autre demi-vérité.

[M. Chrétien.]

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LA VIOLATION DE LA LOI SUR LES SECRETS OFFICIELS PAR DES RESSORTISSANTS SOVIÉTIQUES

M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Le ministre peut-il confirmer la nouvelle qui vient d'être annoncée et selon laquelle 13 ressortissants soviétiques se seraient livrés au Canada à des activités inadmissibles qui vont nettement à l'encontre de la loi sur les secrets officiels? En l'occurrence, le ministre pourrait-il nous dire quelles mesures, s'il en est, ont été prises?

● (1422)

L'hon. Donald C. Jamieson (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, je suis en mesure de confirmer la véracité de la nouvelle que le député vient de relater brièvement. Je ferai une déclaration détaillée sur cette question au moment opportun, soit vers 3 heures.

* * *

LES POSTES

DEMANDE D'ÉTUDE PAR UN COMITÉ DE LA CHAMBRE DE L'ADMINISTRATION ET DE LA TRANSFORMATION POSSIBLE DU MINISTÈRE EN SOCIÉTÉ DE LA COURONNE

L'hon. Martin O'Connell (Scarborough-Est): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Postes. J'aimerais d'abord le féliciter de sa nomination à cette importante fonction fédérale.

Des voix: Bravo!

M. O'Connell: Comme les comités de la Chambre parviennent très bien à opérer des réformes dans d'autres institutions fédérales aux prises avec de graves difficultés, le ministre acceptera-t-il de créer, au cours de la session, un comité spécial de la Chambre chargé de faire enquête sur le service postal, l'administration des Postes, les relations patronales-ouvrières au sein du ministère et sur l'opportunité de transformer le ministère des Postes en une sorte de société de la Couronne?

[Français]

L'hon. J.-Gilles Lamontagne (ministre des Postes): Monsieur le président, je tiens à remercier mon collègue de Scarborough-Est de ses félicitations. Probablement...

[Traduction]

M. Baker (Grenville-Carleton): Ce n'est vraiment pas fameux de commencer la période des questions par une question triquée.

M. Lamontagne: Monsieur l'Orateur, je tiens à remercier le député de Scarborough-Est pour ses félicitations. Ce sont peut-être les dernières que je reçois à la Chambre. Autant en profiter tant que ça dure.

J'ai déclaré publiquement, à la télévision et ailleurs, que j'accédais à ce poste avec la plus grande ouverture d'esprit possible. On a proposé des tas de choses, notamment de créer des commissions royales d'enquête, des comités, une société de la Couronne.